

## **HYDRAULIQUE SANS FRONTIERES**

Association loi 1901  
Siège social : 14 rue Louis de Vignet  
73000 CHAMBERY  
382 789 675 RCS

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

# HYDRAULIQUE SANS FRONTIERES

Association loi 1901  
Siège social : 14 rue Louis de Vignet  
73000 CHAMBERY

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association HYDRAULIQUE SANS FRONTIERES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC 2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

### Fondement de l'opinion

#### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du Président et du Trésorier, ainsi que dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient au conseil d'administration d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe au conseil d'administration d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre de l'association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

La Motte Servolex, le 24 Avril 2025

## **ROSTAN AUDIT & CONSEIL**

Commissaire aux comptes  
550, rue Le Cheminet  
73 290 La Motte Servolex

**Marc ROSTAN**



HYDRAULIQUE SANS FRONTIERES

# Comptes annuels



Page : 5 / 43

HYDRAULIQUE SANS FRONTIERES

Actif		Au 31/12/2025			Au 31/12/2024
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	Montant net
Frais d'établissement (I)					
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires <sup>(1)</sup>				
	Immobilisations incorporelles en cours , avances et acomptes				
	TOTAL				
	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	8 383	8 383		257
	Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
	TOTAL	8 383	8 383		257
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières <sup>(2)</sup>	Participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
TOTAL					
Total (II)		8 383	8 383		257
Actif circulant	Stocks et en cours	111	19	92	139
	Créances <sup>(3)</sup>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	1 200 262		1 200 262	1 297 959
Divers	Charges constatées d'avance				1 507
	TOTAL	1 200 262		1 200 262	1 299 467
Divers	Instruments financiers à terme et jetons détenus				
	Disponibilités	261 227		261 227	37 774
Total (III)		1 461 601	19	1 461 581	1 337 380
Frais d'émission des emprunts (IV)					
Primes de remboursement des emprunts (V)					
Écart de conversion et différence d'évaluation - Actif (VI)					
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)		1 469 984	8 402	1 461 581	1 337 638
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) Dont à plus d'un an (brut)				

## HYDRAULIQUE SANS FRONTIERES

Passif		Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Fonds propres	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	115 190	115 190
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	15 000	22 500
	Écarts de réévaluation		
	<b>Réserves</b>		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	23 366	23 680
	Excédent ou déficit de l'exercice	31 789	-314
	Situation nette (sous-total)	185 346	161 056
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total (I)		185 346	161 056
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total (I bis)			
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	1 230 186	1 080 618
Total (II)		1 230 186	1 080 618
Provisions	Provisions pour risques	2 230	
	Provisions pour charges		1 807
Total (III)		2 230	1 807
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <sup>(1)</sup>	15 841	21 696
	Emprunts et dettes financières diverses <sup>(2)</sup>		
	Instruments financiers à terme		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 918	38 827
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	20 058	32 099
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		1 532
	Produits constatés d'avance		
Total (IV)		43 818	94 155
Écart de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)			
TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		1 461 581	1 337 638
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

## HYDRAULIQUE SANS FRONTIERES

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	4 645	5 492
	<b>Ventes de biens et services</b>		1 231
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	5 734	18 120
	<i>dont parrainages</i>		
	<b>Produits de tiers financeurs</b>		
	Concours publics et subventions d'exploitation	718 600	867 020
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public	128 609	49 021
	<i>Dons manuels</i>	128 609	49 021
	<i>Mécénats</i>		
	<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
Charges d'exploitation	Contributions financières	212 343	119 321
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		6 532
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Utilisations des fonds dédiés	435 923	758 429
	Autres produits	8	0
	Total des produits d'exploitation (I)	<b>1 505 863</b>	<b>1 825 171</b>
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks	47	1 686
	Autres achats et charges externes	698 254	621 546
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	915	938
	Salaires	148 223	148 213
	Cotisations sociales	38 090	32 373
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	257	584
	Dotations aux provisions	422	1 827
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Reports en fonds dédiés	587 990	1 018 462
	Autres charges	93	9
	Total des charges d'exploitation (II)	<b>1 474 296</b>	<b>1 825 643</b>
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		<b>31 567</b>	<b>-471</b>
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	2 942	872
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		26
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	Total des produits financiers (III)	<b>2 942</b>	<b>898</b>
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	856	1 113
	Différences négatives de change	1 490	17
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	Total des charges financières (IV)	<b>2 347</b>	<b>1 131</b>
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)		<b>595</b>	<b>-232</b>
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)		<b>32 162</b>	<b>-703</b>



	Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits exceptionnels (V) Total		
Charges exceptionnelles (VI) Total		
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	373	
Total des produits (I + III + V)	1 508 806	1 826 460
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 477 016	1 826 774
EXCÉDENT OU DÉFICIT	31 789	-314
Évaluation des contributions volontaires en nature		
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature	134 471	81 183
Bénévolat		
TOTAL	134 471	81 183
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	3 860	1 507
Prestations en nature	130 611	79 676
Personnel bénévole		
TOTAL	134 471	81 183



HYDRAULIQUE SANS FRONTIERES

# Annexe



Page : 19 / 43

## 1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

- Le développement de projets, particulièrement dans les pays en voie de développement pour y promouvoir l'autonomie à long terme, améliorer la santé, la sécurité alimentaire, l'hygiène et les conditions de vie des personnes.
- Le service des communautés bénéficiaires dans les projets relevant de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques, de l'approvisionnement et de la distribution en eau saine, de l'assainissement, de l'irrigation et de la production d'énergie ainsi que les accompagnements nécessaires à la pérennité des projets, en concertation avec les autorités locales et régionales du pays concerné.
- L'accompagnement des organismes internationaux, de l'état et de ses agences publiques et des collectivités territoriales dans le développement des actions internationales et de coopération décentralisée.
- La formation, le transfert et l'échange de compétences.
- L'éducation à la solidarité internationale en sensibilisant les populations et les autorités du Nord aux problèmes de l'eau dans le monde et en soutenant des actions de « plaidoyer ».
- La réalisation de prestations de type bureau d'étude et expertise, dans les domaines de compétences de l'association.
- La recherche et la gestion de financements pour la réalisation des projets de l'associations.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

## 2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Au Bénin :
  - / Projet en montage – Ifangni – Travaux de réhabilitation pour alimentation en eau, assainissement et aide à la gestion
- En Bolivie :
  - / Projet terminé: Commune de Samaipata – projet étude des ressources en eau
- Au Burkina Faso :
  - / Projet en cours: Koubri phase 2 – travaux d'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans plusieurs quartiers de la commune
- Au Cameroun :
  - / 4 villages sur la commune d'Okola – Etude pour le renforcement de la desserte en eau potable de la commune et de l'assainissement en milieu scolaire
  - / Village de Lendong : projet d'étude de la ressource en eau – 900 habitants

- / Bapi : 5 villages – Etude de la ressource en eau – 7000 habitants.
- En Côte d'Ivoire :
  - / Projets en montage : Piste Fromager – Commune de Abou-Carrefour – Projet de travaux d'accès à l'eau potable – 1100 habitants
  - / Projet présenté aux bailleurs : Villages de Nangbérékaha et Séguébé – Etude – 2 000 habitants
- A Madagascar :
  - / Missions exploratoires :
    - / Sahamadio – Projet Etudes des ouvrages eau et assainissement existants, de la gestion et de l'assainissement – 24 000 habitants.
    - / Ambohimalaza – Projet Etudes des ouvrages eau et assainissement existants, de la gestion et de l'assainissement – 15 000 habitants.
  - / Projet en cours :
    - / Ambohimangakely – Projet Etude pour le renforcement de la desserte en eau potable de la commune – 120 000 habitants
    - / Ambohimangakely – Ecole : accès à l'eau potable et latrines pour 270 élèves
    - / Fanivelona – Projet d'alimentation en eau potable, et d'aménagement de latrines et accompagnement à la gestion sur la commune de Fanivelona – 17 000 habitants –
    - / Ambalamarina – Etude des ouvrages existants et de la gestion actuelle (prestation) – 2 000 habitants
  - / Projet présenté aux bailleurs :
    - / Sambaina – Projet Etude et travaux d'accès à l'eau potable dans la commune – 10 000 habitants
- Au Sénégal :
  - / Projet en cours :
    - / Région de Kédougou – programme AFD structuration d'un itinéraire culturel avec volet eau d'étude et de mise en place d'ouvrages, gestion et sensibilisation
    - / Projet Eau et Assainissement dans la ville de Karang , 25 000 habitants
  - / Projet présenté aux bailleurs :
    - / Commune de Sinthiou Mamadou Boubou – Projet Travaux Eau Potable– 2 000 habitants
    - / Commune de Diaroumé – Projet travaux Eau Potable et Assainissement – 7 000 habitants
- Au Togo :
  - / Projet en cours :
    - / Kpadapé – Etude pour l'accès à l'eau potable dans 4 villages – 11 000 habitants –
    - / Kpadapé – Etude pour l'accès à l'eau potable dans 4 villages – 11 000 habitants –
    - / Babadé – Travaux d'accès à l'eau potable dans le village de Babadé – 3 000 habitants
    - / Tchitchao – Projet de renforcement du service public de l'eau existant dans 2 villages – 5 000 habitants
    - / Bassar 4 – Projet Etude eau potable et travaux d'accès à l'assainissement – 3 000 habitants –

- / Agodomé – Yoto 3 – Projet d'alimentation en Eau Potable et Construction de latrines au Collège d'Agodomé et alimentation en eau du village d'Agodomé – 5500 bénéficiaires –
- / Tomety phase 5 – Projet d'accès à l'eau et à l'assainissement dans 6 villages – 8500 bénéficiaires
- / **Projet présenté aux bailleurs :**
  - / Villages de Kpete Mepeassem et Kpete Bena, commune de Wawa 1 – Projet Etude – 3 600 habitants –
  - / Village de Yadé Kara , Commune de Kozah 2– Travaux d'eau potable et d'assainissement – 8 000 habitants
  - / Village de Tembjo, Commune de Sotouboua 2 – Travaux d'eau potable et d'assainissement – 2 700 habitants
  - / Village de Klabe Efoukpa, Commune de Wawa 3 – Travaux eau potable et assainissement – 7 000 habitants
- / **En France :**
  - / Guide du maintenancier version anglaise
  - / Water is Life : projet Erasmus avec partenaires espagnols, turques et français
  - / My Eco Lab : Projet Erasmus avec partenaires espagnols, turques, lithuaniens, roumains, belges et français
  - / Interventions ECSI : Lycée Reinach (73), MJC Duchère Lyon, Active'ECSI à Chambéry, JMEAU à Lyon

### 3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

#### — Ressources humaines

- / 5 salariés présents au siège à Chambéry (4.6 ETP), un salarié en détachement au siège à Chambéry (mécénat de compétence), une salariée basée à Madagascar.
- / Des bénévoles en charge de l'administration de l'association et de la gestion de projets, répartis sur toute la France (une cinquantaine de bénévoles actives).

#### — Autres moyens/dépenses engagées

- / Formation : le nombre d'heures de formation en lien avec les activités de l'entité s'est élevé à 0h à comparer à 0h au titre de l'exercice précédent.
- / Communication : 1 673.99 € (Fournitures administratives et publicité)
- / Entretien général/dépense de fonctionnement : 48 228.01€

## 4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

### 4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Nous n'avons pas de fait caractéristique d'importance significative à signaler au titre de l'exercice clos.

### 4.2 Evènements survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement des comptes

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice

## 5 Principes et méthodes comptables

### 5.1 Principes généraux

#### 5.1.1 Règlement comptable

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence :

- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Continuité d'exploitation
- Indépendance des exercices

#### 5.1.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation

- Aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels ;
- A la durée de l'exercice comptable.

#### 5.1.3 Principales méthodes retenues lorsqu'il existe un choix de méthode ou lorsqu'il n'existe pas de méthode explicite applicable à la transaction

Engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1	— Provision
--	-------------



## 5.1.4 Changement de réglementation comptable

### 5.1.4.1 Première application du règlement ANC N° 2022-06

Les règlements ANC N°2022-06 et ANC N°2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers, sont applicables de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Cette première application constitue un changement de réglementation comptable.

Les dispositions des règlements ANC N°2022-06 et ANC N°2023-03 s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

#### **Informations pertinentes et nécessaires à la compréhension des changements de présentation :**

Le bilan et le compte de résultat sont présentés conformément aux nouveaux modèles figurant dans le règlement ANC N°2023-03.

Afin de présenter le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent (N-1) selon les nouveaux modèles, des reclassements entre les rubriques ou les postes du bilan ou du compte de résultat ont été effectués au titre de la colonne comparative "Exercice N-1".

#### **— Au niveau du compte de résultat :**

- ✓ Les transferts de charges précédemment comptabilisés en 2024 en produits d'exploitation continuent d'être présentés dans la colonne N-1 sur la ligne « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions ». Leur montant global s'élève à 6K€ et concerne les opérations suivantes :
  - ✓ Prise en charge d'un montant de rupture de fin de contrat de location pour 5 K€
  - ✓ Indemnités d'assurance reçues pour 1 K€

*Suite à la suppression de la technique du transfert de charges en 2025, les opérations précédemment comptabilisées en transfert de charges sont maintenant comptabilisées en 2025 dans les comptes et postes suivants du compte de résultat :*

- ✓ Prise en charge d'un montant de rupture de fin de contrat de location : sont en 2025 comptabilisés pour un montant de 4.2 K€ au compte 613300 « leasing informatique leasecom »

#### **— Au niveau du bilan**

- ✓ Les charges constatées d'avance s'élevaient à 1.5 K€ au titre de 2024 et étaient présentées sur une ligne séparée de l'actif. Dans la colonne N-1 les charges constatées d'avance ont été reclassées dans la rubrique « Créances ».

Les charges constatées d'avance au titre de 2025 s'élèvent à 0 K€.

#### **5.1.5 Changement d'estimation**

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

#### **5.1.6 Corrections d'erreur**

Notre entité n'a comptabilisé aucune correction d'erreur significative

## **6 Informations relatives aux postes du bilan**

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

### **6.1 Actif immobilisé**

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat ainsi que tous les coûts directement attribuables à la préparation de cet actif en vue de l'utilisation envisagée.

Le coût de production comprend toutes les dépenses pouvant lui être directement attribuées et qui sont nécessaires à la création, la production et la préparation de l'actif afin qu'il soit en mesure de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production.

Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat et tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction



Le coût de production comprend le coût d'acquisition des matières consommées augmenté des autres coûts engagés, au cours des opérations de production, c'est-à-dire des charges directes et indirectes qui peuvent être raisonnablement rattachées à la production du bien ou du service.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Plus spécifiquement, les biens reçus à titre gratuit par les entités dans le champ du règlement ANC n° 2018 sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

### ***Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles***

L'amortissement est déterminé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2 dans les deux premières colonnes du tableau.

### ***Dépréciation des immobilisations des immobilisations incorporelles et corporelles***

Une immobilisation est dépréciée lorsque sa valeur nette comptable est supérieure à sa valeur actuelle. La valeur actuelle est la valeur la plus élevée de la valeur vénale ou de la valeur d'usage.

A chaque clôture des comptes, s'il existe un indice montrant qu'un actif a pu perdre de sa valeur, un test de dépréciation est effectué.

Pour les fonds commerciaux dont la durée d'utilisation est non limitée, ce test de dépréciation est réalisé au moins une fois par exercice qu'il existe ou non un indice de perte de valeur.

Les dépréciations sont rapportées au résultat quand les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister. Par exception, les dépréciations comptabilisées sur le fonds commercial ne sont jamais reprises.

### 6.1.1 Tableau des immobilisations – Cadre général

Situations et mouvements (b)	A	B	C	D
Rubriques (a)	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant brut à la clôture de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	9 165		782	8 383
Immobilisations financières				
<b>Total</b>	<b>9 165</b>		<b>782</b>	<b>8 383</b>

### 6.1.2 Tableau des amortissements – Cadre général

Situations et mouvements (b)						
			A	B	C	D
Rubriques (a)	Durée d'utilisation ou taux d'amortissement	Mode d'amortissement	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions	Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles						
Immobilisations corporelles	33.33% à 50%	Linéaire	8 907	258	782	8 383
Immobilisations financières						
Total			8 907	258	782	8 383

## 6.2 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droits de reprise.

### 6.2.1 Tableau de variation des Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	115 190							115 190
Fonds propres avec droit de reprise	22 500					7 500		15 000
Ecart de réévaluation								
Réserves « dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »								
Report à nouveau « dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »	23 681					314		23 367
Excédent ou déficit de l'exercice « dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »	-314			31 103				31 789
<b>Situation nette (sous-total)</b>	161 057							185 346
Fonds propres consommables								
Subventions d'investissement								
Provisions réglementées								
<b>Total</b>	161 057			31 103		7 814		185 346

### 6.2.1.1 Fonds propres sans droit de reprise

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité.

Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité.

Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

### 6.2.1.2 Fonds propres avec droits de reprise

Les fonds propres avec droit de reprise correspondent à la mise à disposition conditionnelle, provisoire, d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité.

Ce bien est repris par l'apporteur lorsque la condition n'est plus remplie par notre entité bénéficiaire.

La convention d'apport fixe les conditions (événement dont la survenance justifie la reprise du bien ou des fonds apportés tel que, par exemple, la dissolution de l'entité) et les modalités de reprise du bien (bien repris en l'état, bien repris en valeur à neuf, ...).

En fonction des modalités de reprise, notre entité enregistre le cas échéant, les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations découlant de cette convention.

Sauf précision particulière dans le contrat, les apports avec droits de reprise sont repris par les apporteurs dans l'état où ils se trouveront à la fin du contrat d'apport ou à la dissolution de l'association.

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
—				
— Autres apports avec droit de reprise	22 500		7 500	15 000

## 6.3 Fonds reportés et dédiés

### 6.3.1 Fonds dédiés

La partie des ressources dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ».

Sont comptabilisés, à la clôture de l'exercice, dans les comptes de fonds dédiés, les montants non utilisés pendant l'exercice des ressources suivantes :

- Subventions d'exploitation ;
- Contributions financières reçues d'autres personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- Ressources liées à la générosité du public comprenant les dons manuels, le mécénat, les legs, donations et assurances-vie.

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produit au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du projet défini, par le crédit du compte « Utilisations de fonds dédiés ».

Sont comptabilisées au crédit du compte « Utilisations de fonds dédiés » :

- Les montants des charges d'exploitation comptabilisées dans l'exercice et affectées à la réalisation d'un projet défini ;
- Aux remboursements aux tiers financeurs de la part non utilisée.

Les informations relatives aux fonds dédiés sont données par projet ou catégorie de projet

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitations	1 073 542	585 491	435 029			1 224 004	18 000
Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS	7 077		894			6 183	
<b>TOTAL</b>	<b>1 080 619</b>	<b>585 491</b>	<b>435 923</b>			<b>1 230 187</b>	<b>18 000</b>

Lorsqu'une ressource inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'entité envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « reports en fonds dédiés » et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés ».

Figurent en fonds dédiés à la clôture de l'exercice les ressources dédiées à des projets définis non totalement utilisés, le cas échéant relatives à des projets terminés dont l'organe habilité de notre entité a décidé de transférer les ressources disponibles à un autre projet dé fini avec l'accord du tiers financeur.

## 6.4 Provisions et passifs éventuels

### 6.4.1 Provisions

#### 6.4.1.1 Tableau des provisions

Tableau des provisions					
Rubriques (a)	Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions: reprises de l'exercice		Provisions à la fin de l'exercice
			Utilisées	Non utilisées	
Provisions pour risques					
Provisions pour charges	1 808	522			2 230
<b>TOTAL</b>	<b>1 808</b>	<b>522</b>			<b>2 230</b>

#### 6.4.2 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	2 230		2 230
Engagements de pension à d'anciens dirigeants			

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, :

- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Taux d'évolution des salaires : 2%
- Taux d'actualisation : 3.98%
- Taux de cotisations sociales : 25%
- Prise en compte de la mortalité, le pourcentage de survie qui résulte des tables de mortalité officielles (INSEE) distinctes pour les hommes et pour les femmes.



## 6.5 Créances et dettes

### 6.5.1 Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif		Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an			Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an et 5 ans au plus	Échéances à plus 5 ans
<i>Créances de l'actif immobilisé :</i> Créances rattachées à des participations Prêts (1) Autres <i>Créances de l'actif circulant :</i> Créances Clients et Comptes rattachés Créances reçues par legs ou donations Autres Charges constatées d'avance	1 200 262	1 200 262		Emprunts obligataires convertibles (2)(3) Autres emprunts obligataires (2)(3) Emprunts (2) (3) et dettes auprès des établissements de crédit (3) dont : — à 1 an au maximum à l'origine — à plus de 1 an à l'origine  Emprunts et dettes financières divers (2) (3)  Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés Dettes des legs ou donations Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés Autres dettes (3) Produits constatés d'avance	15 841	6 124	9 717	
<b>TOTAL</b>	1 200 262	1 200 262		<b>TOTAL</b>	43 818	34 101	9 717	
(1) Prêts accordés en cours d'exercice Prêts récupérés en cours d'exercice				(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice Emprunts remboursés en cours d'exercice (3) Dont ..... garanties par des suretés réelles (indication des postes concernés)	5 854			

## **7 Informations relatives au Compte de résultat**

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;

Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;

Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

### **7.1 Résultats par activité ou établissement**

Le résultat est définitivement acquis à l'association

### **7.2 Produits du compte de résultat**

#### **7.2.1 Cotisations**

##### **7.2.1.1 Cotisations sans contrepartie**

Les cotisations sans contrepartie sont les cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur.

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

##### **7.2.2 Ventes de biens et services**

Les ventes de biens et services sont réalisées en France et à l'étranger, notamment à Madagascar.

#### **7.2.3 Produits de tiers financeurs**

##### **7.2.3.1 Concours publics et subventions d'exploitation**

###### **7.2.3.1.1 Concours publics**

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

## 7.2.3.1.2 Subventions d'exploitation

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

**Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative en tenant compte toutefois des conditions d'octroi résolutives ou suspensives.**

Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés sur subventions d'exploitation* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subventions d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « Provisions pour risques et charges »

## 7.2.3.1.3 Tableau des subventions et concours publics

L'information sur les montants des concours publics et les subventions qui nous ont été octroyés dans l'exercice est présentée sous forme du tableau suivant

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics					
Subvention d'exploitation			718 601		
Subvention d'investissement					

### 7.2.3.2 Ressources liées à la générosité du public

#### 7.2.3.2.1 Dons manuels (dont abandon de frais par les bénévoles)

Les dons manuels sont des ressources destinées au soutien et au financement de l'association. L'abandon de frais par les bénévoles est aussi considéré comme un don manuel.

Les dons manuels monétaires dont le fait générateur est l'encaissement, sont enregistrés au fur et à mesure de leur collecte.

Le poste « dons manuels » comprend notamment

- Les dons manuels monétaires dont le fait générateur est l'encaissement, enregistrés au fur et à mesure de leur collecte.
- Le montant total des abandons de frais (comptabilisés en charges par nature) par les bénévoles, soit 8 287€ / 7 759K€ l'exercice précédent

#### 7.2.3.2.2 Mécénats

Le mécénat est un soutien financier ou matériel apporté par une personne morale ou une personne physique à une action ou une activité d'intérêt général.

Le montant octroyé au titre d'une convention de mécénat est comptabilisé en produit dans un compte « Mécénats » à la signature de la convention.

Si la convention est pluriannuelle la part attribuée relative aux exercices ultérieurs est comptabilisée en produits constatés d'avance.

Les conventions de produit-partage, qui consistent par exemple en un reversement d'une part du prix de vente d'un article ou d'un service à une entité bénéficiaire, revêtent soit la forme de mécénat soit la forme de parrainage selon les termes de la convention.

Un mécénat non financier constitue une contribution volontaire en nature

### 7.2.3.3 Contributions financières

Une contribution financière reçue d'autres organismes est considérée comme un produit non lié à la générosité du public sauf si, par exemple, une convention prévoit qu'une entité tierce reverse une quote-part de générosité du public de cette entité, auquel cas cette quote-part sera considérée comme des produits de la générosité du public.

Une contribution financière est un soutien facultatif octroyé par une autre entité. Ces contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens.

Les contributions financières ainsi définies sont comptabilisées à la signature de la convention d'octroi dans un compte de produits d'exploitation correspondant à une ressource relevant de l'activité courante de l'entité.

#### 7.2.3.4 Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

- Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.
- Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.
- Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Notre entité a décidé de comptabiliser les contributions volontaires en nature suivantes :

Nature de la contribution	Méthode de valorisation	Montant
Obtenue :		
Mécénat de compétence	Montant communiqué par l'entreprise mécène	130 611
Mécénat mise à disposition	Valorisation de matériel	3 860

Notre entité n'étant pas en mesure d'estimer de manière fiable le temps passé par les bénévoles de l'association, celui-ci n'a pas pu être comptabilisé en contribution volontaire en nature pour 2025.

#### 7.2.4 Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires	CAC
Afférents à la certification des comptes	2 096
<b>Honoraires totaux</b>	<b>2 096</b>

## 8 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	
Agents de maîtrise et Techniciens	
Employés	5
Ouvriers	
<b>Total</b>	<b>5</b>

## 9 Engagements hors bilan

Emprunt de 30 k€ au Crédit coopératif – Caution France ACTIVE

Montant de la dette au 31/12/2025 = 15 841 €.